

LA LETTRE DU 18 JUIN

Le combat de l'avenir
Numéro 104 - mars 2008

Siège social : 22, rue Brézin, 75014 Paris • Rédaction : 18, rue Fouquet, 77920 Samois-sur-Seine - Tél. 06 81 24 15 95 • Directeur de publication : Alain Rohou.
Tous les manuscrits reçus et non publiés ne sont pas retournés à leurs auteurs. Les articles doivent nous parvenir dans la première semaine du mois, ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.
Prix au numéro : 2,30 €, Abonnement 1 an : 23 €, Jeunes et étudiants : 12 € • N° commission paritaire : 036 G 80438 • Imprimerie spéciale 18 Juin

NOUVEAU SITE :

<http://www.academie-gaullisme.fr/>

COURRIEL : acadgaul@free.fr

ÉDITORIAL

par Jacques DAUER

*Auri sacra fames!
Exécrable fringale de l'or!*

Virgile.

NOUS attendrons le deuxième tour des élections municipales en France pour apprécier les résultats. Pour l'instant, ce qui intéresse les médias, et parfois les Français, ce sont les résultats des élections en Russie et les primaires aux États-Unis. En effet, dans ce pays, le système des primaires n'occulte aucunement les possibilités de l'un ou de l'autre. En tout état de cause, un Américain est un Américain et il le restera qu'il soit démocrate ou républicain. Cela les Français devraient le savoir même si nos « élites », passées à « l'ennemi », qu'elles soient politiques, intellectuelles, administratives ou du MEDEF, le savent bien mais nous racontent les billevesées habituelles à leur manque d'intelligence politique et surtout à leur mépris du peuple.

Je n'aurai de cesse répéter, d'écrire, que les Américains n'ont jamais été les amis de la France, parfois ses alliés, mais le plus souvent ses adversaires. N'ayant aucun sens de l'Histoire, et ramenant tout à leur petite personne, ils pensent que leurs intérêts sont aussi ceux des autres. Ce manque d'intelligence politique, pour ne pas dire d'intelligence tout court, les entraîne aux

Suite page 2

LA BELGIQUE :

UN MOULE QUI N'A PAS LA FRITE

par Denis GRIESMAR

IL est indiscutable que l'objectif de l'entreprise idéologique qui se cache sous le nom d'Europe est de détruire les nations.

Et chacun d'en relever ici ou là les symptômes, qui abondent.

Cependant, à l'observateur muni d'un peu de culture historique, il apparaît essentiel de ne point se tromper de diagnostic sur une question aussi apparemment triviale qu'en réalité mal connue : le problème « belge ».

Une curieuse malédiction semble toucher une région dont les frontières semblent parsemées d'écriteaux « Interdit de penser »...

Existerait-il donc, à 300 km de Paris, une tribu gauloise folklorique dont l'unique occupation serait de s'empoigner, de se bagarrer pour un oui, pour un non, sous le regard diversement amusé ou consterné de ses voisins ?

Peuplé de personnages truculents et grotesques, ce pays ne serait que prétexte à blagues éculées, au point de rendre inaudible tout discours sérieux sur l'origine d'un divorce... qui était, en réalité, programmé dès le début...

Reprenons. Au commencement était la Gaule, et Jules César nous dit que « de tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves »... Oui, mais.

1° Il s'agit bien de la Gaule, et de tribus gauloises. Point de Flamands à l'horizon.

2° Les plus braves des Gaulois sont ceux qui ont résisté le plus longtemps au divin Jules : les Bellovaques, habitants du Beauvaisis, sous leur chef Correus, Belges parmi les Belges...

3° Car la Belgique n'est en réalité que la Gaule du Nord. Et sa capitale est

Durocortorum (Reims)...La Belgica n'a ni plus, ni moins de réalité que la Lyonnaise. Nulle prédestination « pirennique » ou « belge » là-dedans...

Arrivent les invasions germaniques, qui s'arrêtent, en gros, aux forêts. Et la future frontière linguistique variera dès lors fort peu, suivant une ligne horizontale de Maëstricht à Dunkerque.

Mais sur les ruines de l'Empire romain se constituent comtés et duchés, villes et principautés ecclésiastiques, chevauchant ou débordant ladite frontière.

C'est le traité de Verdun, qui, pour faire des parts égales entre princes germaniques, en taillant dans la chair de la chair, est à l'origine de tout.

La *Francia occidentalis*, première dénomination de notre pays, se voit séparée de provinces de langue et de culture romanes, tandis que, curieusement, la Flandre, où se parlent majoritairement des dialectes bas-allemands, relève du roi de France.

Tour de passe-passe supplémentaire : la Lotharingie passe à l'Est... On ne dénoncera jamais assez la nocivité de ces règles de dévolution carolingiennes, qui font bon marché de la réalité, à fortiori des vœux, des populations...

Les rois de France mettront mille ans à faire leur « pré carré »... Succès presque complet. Sauf, justement, là...

La Guerre de Cent Ans retarde notablement le processus de l'unité française. L'Angleterre cherche à remuer le couteau dans la plaie, et favorise, tant qu'elle peut, l'aventure bourguignonne...

Période d'horreurs sans nom, de massacres et d'épidémies, de guerre civile quasi-permanente.

Suite page 2

Sommaire

Pages	
1, 2	Jacques DAUER
1, 2, 3, 4, 7	Denis GRIESMAR
3	VOLTAIRE
5 et 6	C. ALFARGE / L. BEYER DE R.
6	ÉTIENNE TARRIDE
7	Jacques DAUER
8	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
8	DÎNERS-DÉBATS

ÉDITORIAL...(SUITE)

pires décisions. La dernière en date, et la plus terrible, concerne la guerre d'Irak. Non seulement elle laisse entrevoir toutes les possibilités de déclenchement de guerre, où nous serons entraînés, mais aucun des problèmes soulevés ne sera réglé. De plus, on cache la vérité, aux Américains comme aux Français, l'armée américaine est en décrépitude, enlisée dans la guerre d'Irak. Washington fait donc appel aux troupes de l'OTAN, et certains militaires français se précipitent.

Les besoins, en hommes de l'US Army, sont tels, qu'elle recrute n'importe qui, aussi bien des pédophiles et des violeurs que des gangsters, des mafieux que des lâches. Je n'ai jamais eu une sympathie particulière pour les troupes yankees, même si je respecte leurs morts au combat, mais je ne puis accepter que nos gouvernants d'une part, et, d'autre part, qu'un nombre de plus en plus grand de nos officiers supérieurs et généraux acceptent d'obéir aux ordres de ces militaires incapables. Il est vraisemblable que l'armée française ait les mêmes problèmes de recrutement... et de commandement..

Je sais que quelques lecteurs vont encore estimer que j'ai de la haine pour les Américains. Non, plus simplement, je les rejette en leur disant : va, je ne te hais point. En revanche, en ce qui concerne les nombreux *salopards* de la gente politique, administrative et des *managers*-voyous, j'aurais une propension à me référer à 1793.

En Russie, Medvedev est élu, et tous nos médias, après avoir vanté l'honnêteté américaine, le sens de la démocratie et de la justice de ce pays, se retournent contre la Russie, paraît-il complètement corrompue, totalitaire avec une justice d'État, etc. Il est vrai que j'ai pour ce pays, plutôt ce peuple, une sympathie que l'Histoire et ses aléas ont confortée au fil des ans. On demande à la Russie de réussir en quinze ans, après soixante-dix ans de tyrannie, d'arbitraire absolu, d'ignominie, de réussir ce que les États-Unis ne sont pas parvenus en deux cent cinquante ans et que la France a détruit en à peine vingt-cinq. Ce que n'importe lequel futur président des *States* fera, est, sans imagination, envisageable, alors que toutes les possibilités restent ouvertes à la Russie et à ses dirigeants. Ce n'est pas une question de confiance de ma part mais de réalisme connaissant l'intelligence et la spiritualité russes. Il me vient à l'esprit un propos que je tenais dans les années 50 : « Je me refuse à choisir entre le matérialiste athée de l'Union soviétique et la matérialiste déiste des États-Unis, car, en fait, il n'y a pas de différence. »

« Qui n'a vu un bordel à cinq heures du matin ne peut se figurer vers quelles lassitudes s'achemine notre planète », a écrit Cioran. Je ne désire pas parler pour les autres, mais pour la France combien cela est vrai. Pourtant, j'ai confiance en le peuple français. Un jour prochain, il se débarrassera de ses pseudos « élites », et l'intelligence, l'esprit, le travail reprendront leur importance. ■

LA BELGIQUE : UN MOULE QUI N'A PAS LA FRITE...(SUITE)

Après Charles V et Charles VII, Louis XI est un grand rassembleur de terres.

Son règne sera cependant marqué par une erreur, une seule : il fait confiance, une fois... à Charles le Téméraire, se retrouve otage, et obligé de marcher contre Liège...

Après l'échec de la tentative du « Grand Duc d'Occident », la région allant de l'Escaut à l'Ardenne est offerte en gage à l'empire du moment. On assiste à ces dévolutions extraordinaires qui donnent les « Pays-Bas espagnols »... lesquels, amputés de leurs provinces du Nord, deviennent plus tard autrichiens...

Il est extrêmement curieux que personne, aujourd'hui, ne s'arrête sur le caractère aberrant de cette situation...

Peut-être, si l'Ancien Régime avait duré plus longtemps, aurions-nous assisté à l'apparition de Pays-Bas danois, mongols, mexicains... Toujours plus absurde !

En réalité, il s'agit bien du résultat précaire d'un certain équilibre de forces en Europe, et les ennemis de la France - au premier rang desquels l'Angleterre - veillent, avec acharnement, à maintenir le couteau dans la plaie...

Notons que la France a perdu la Flandre - elle en regagnera une partie, principalement la Flandre romane, sous Louis XIV.

Notons également que la principauté de Liège, relevant nominalement du Saint-Empire romain germanique, dispose en fait d'une large autonomie. Elle représente, en surface, un bon tiers de la « Wallonie » actuelle, et les habitants de cette « Petite France de Meuse » se sentent en réalité Français.

Mais le caractère pervers du statut de ces provinces se révélera toujours à l'heure du danger : en 1636, encore, les Espagnols sont sur la Somme, devant Corbie, comme les Allemands en 1914...

« Eh, quoi », disait, scandalisé, le bon roi Henri IV, « Paris frontière ? »

À la fin du règne de Louis XIV, la menace est toujours là - arrêtée juste à temps, à Malplaquet et à Denain...

Arrive la Révolution. Les Wallons sont partie prenante, participent à la Fête de la Fédération, s'intègrent avec enthousiasme à la République. La Wallonie actuelle comprend les départements de l'Ourthe (chef-lieu Liège), de Sambre-et-Meuse (chef-lieu Namur), de Jemmapes (chef-lieu Mons), le sud du département de la Dyle (chef-lieu Bruxelles), et le département des Forêts (dont le chef-lieu est à l'époque Luxembourg).

En Flandre, l'accueil est moins enthousiaste. Les Flamands tirent dans le dos des soldats de Napoléon en retraite - cela deviendra une habitude...

Les Wallons, eux, se trouvent arrachés contre leur gré au reste de la France après Waterloo.

Car l'Angleterre, et la Sainte Alliance, veulent construire un rempart contre la France : le Grand Royaume des Pays-Bas, préfiguration du Bénélux, dans lequel, par précaution, on arme des forteresses : garnison hollandaise à Bouillon, prussienne à Luxembourg...

Cependant, il est bien difficile de nier le caractère français de la Wallonie, qui regroupe des Picards, des Lorrains et des Champenois, en-dehors des Wallons proprement dits...

Quel caractère « national » différencierait Tournai de Lille, Mons de Valenciennes, Chimay de Rocroi, Bouillon de Sedan ?...

Aucun historien ne remarque que, alors que le principe des nationalités est dénié à la France, en ce qui concerne la Wallonie, il est appliqué à la Prusse, avec l'extraordinaire cadeau qui lui est fait de la Rhénanie - contre le vœu des habitants !

Si l'on regarde la carte de la frontière française du nord-est en 1815, deux choses ont changé par rapport à 1789 : la disparition de la principauté de Liège, et l'installation de la Prusse sur le Rhin,

SECTE ET ERREUR

par VOLTAIRE

Je suis un être extrêmement paresseux et de plus, on m'a enseigné à ne pas « réinventer la poudre ». Alors puisque l'actualité met les sectes à la une, j'ai demandé à mon ami Voltaire ce qu'il en pensait. Dois-je dire que je partage son avis ? En tous cas il l'exprime bien mieux que je n'aurais su le faire.

Daniel Trouillot.

TOUTE secte, en quelque genre que ce puisse être, est le ralliement du doute et de l'erreur. Scotistes, thomistes, réaux, nominaux, papistes, calvinistes, molinistes, jansénistes, ne sont que des noms de guerre.

Il n'y a point de secte en géométrie; on ne dit point un euclidien, un archimédien.

Quand la vérité est évidente, il est impossible qu'il s'élève des partis et des factions. Jamais on n'a disputé s'il fait jour à midi.

La partie de l'astronomie qui détermine le cours des astres et le retour des éclipses étant une fois connue, il n'y a plus de dispute chez les astronomes.

On ne dit point en Angleterre: « Je suis newtonien, je suis lockien, halleyen » pourquoi ? Parce que quiconque a lu ne peut refuser son consentement aux vérités enseignées par ces trois grands hommes. Plus Newton est révéré, moins on s'intitule newtonien; ce mot supposerait qu'il y a des antinewtoniens en Angleterre. Nous avons peut-être encore quelques cartésiens en France; c'est uniquement parce que le système de Descartes est un tissu d'imaginaires erronées et ridicules.

Il en est de même dans le petit nombre de vérités de fait qui sont bien constatées. Les actes de la tour de Londres ayant été authentiquement recueillis par Rymer, il n'y a point de rymériens, parce que personne ne s'avise de combattre ce recueil. On n'y trouve ni contradictions, ni absurdités, ni prodiges; rien qui révolte la raison, rien par conséquent que des sectaires s'efforcent de soutenir ou de renverser par des raisonnements absurdes. Tout le monde convient donc que les Actes de Rymer sont dignes de foi.

Vous êtes mahométan, donc il y a des gens qui ne le sont pas, donc vous pourriez bien avoir tort.

Quelle serait la religion véritable, si le christianisme n'existait pas ? C'est celle dans laquelle il n'y a point de sectes; celle dans laquelle tous les esprits s'accordent nécessairement.

Or dans quel dogme tous les esprits se sont-ils accordés ? Dans l'adoration d'un Dieu et dans la probité. Tous les philosophes de la terre qui ont eu une religion dirent dans tous les temps : « Il y a un Dieu, et il faut être juste. » Voilà donc la religion universelle établie dans tous les temps et chez tous les hommes.

Le point dans lequel ils s'accordent tous est donc vrai, et les systèmes par lesquels ils diffèrent sont donc faux.

« Ma secte est la meilleure », me dit un brame. Mais, mon ami, si ta secte est bonne, elle est nécessaire; car si elle n'était pas absolument nécessaire, tu m'avoueras qu'elle serait inutile : si elle est absolument nécessaire, elle l'est à tous les hommes; comment donc se peut-il faire que tous les hommes n'aient pas ce qui leur est absolument nécessaire ? Comment se peut-il que le reste de la terre se moque de toi et de ton Brama ?

Lorsque Zoroastre, Hermès, Orphée, Minos, et tous les grands hommes disent : « Adorons Dieu et soyons justes », personne ne rit; mais toute la terre siffle celui qui prétend qu'on ne peut plaire à Dieu qu'en tenant à sa mort une queue de vache, et celui qui veut qu'on se fasse couper un bout de prépuce, et celui qui consacre des crocodiles et des oignons, et celui qui attache le salut éternel à des os de morts qu'on porte sous sa chemise, ou à une indulgence plénière qu'on achète à Rome pour deux sous et demi.

D'où vient ce concours universel de risée et de sifflets d'un bout de l'univers à l'autre ? Il faut bien que les choses dont le monde se moque ne soient pas d'une vérité bien évidente. Que dirons-nous d'un secrétaire de Séjan, qui dédia à Pétrone un livre d'un style ampoulé, intitulé : La vérité des oracles sibyllins, prouvée par les faits ?

Ce secrétaire vous prouve d'abord qu'il était nécessaire que Dieu envoyât sur la terre plusieurs sibylles l'une après l'autre; car il n'avait pas d'autres moyens d'instruire les hommes. Il est démontré que Dieu parlait à ces sibylles, car le mot sibylle signifie conseil de Dieu. Elles devaient vivre longtemps, car c'est bien le moins que des personnes à qui Dieu parle aient ce privilège. Elles furent au nombre de douze, car ce nombre est sacré. Elles avaient certainement prédit tous les événements du monde, car Tarquin le Superbe acheta à une vieille, pour cent écus, trois de leurs livres. Quel incrédule, ajoute le secrétaire, osera nier tous ces faits évidents qui se sont passés dans un coin à la face de toute la terre? Qui pourra nier l'accomplissement de leurs prophéties ? Virgile lui-même n'a-t-il pas cité les prédictions des sibylles ? Si nous n'avons pas les premiers exemplaires des livres sibyllins, écrits dans un temps où l'on ne savait ni lire ni écrire, n'en avons-nous pas des copies authentiques ? Il faut que l'impiété se taise devant ces preuves. Ainsi parlait Houtteville à Séjan. Il espérait avoir une place d'augure qui lui vaudrait cinquante mille livres de rente, et il n'eut rien.

« Ce que ma secte enseigne est obscur, je l'avoue, dit un fanatique; et c'est en vertu de cette obscurité qu'il faut la croire; car elle dit elle-même qu'elle est pleine d'obscurités. Ma secte est extravagante, donc elle est divine: car comment ce qui paraît si fou aurait-il été embrassé par tant de peuples, s'il n'y avait pas du divin ? C'est précisément comme l'Alcoran, que les Sonnites disent avoir un visage d'ange et un visage de bête; ne soyez pas scandalisés du mufle de la bête, et révérez la face de l'ange. » Ainsi parle cet insensé; mais un fanatique d'une autre secte répond à ce fanatique: « C'est toi qui es la bête, et c'est moi qui suis l'ange. »

Or qui jugera ce procès ? Qui décidera entre ces deux énergumènes ? L'homme raisonnable, impartial, savant d'une science qui n'est pas celle des mots; l'homme dégagé des préjugés et amateur de la vérité et de la justice; l'homme enfin qui n'est pas bête, et qui ne croit point être ange.

•
•

Secte et erreur sont synonymes. Tu es péripatéticien, et moi platonicien; nous avons donc tous deux tort; car tu ne combats Platon que parce que ses chimères t'ont révolté; et moi je ne m'éloigne d'Aristote que parce qu'il m'a paru qu'il ne sait ce qu'il dit. Si l'un ou l'autre avait démontré la vérité, il n'y aurait plus de secte. Se déclarer pour l'opinion d'un homme contre celle d'un autre, c'est prendre parti comme dans une guerre civile. Il n'y a point de secte en mathématiques, en physique expérimentale. Un homme qui examine le rapport d'un cône et d'une sphère n'est point de la secte d'Archimède; celui qui voit que le carré de l'hypoténuse d'un triangle rectangle est égal aux carrés des deux autres côtés n'est point de la secte de Pythagore.

Quand vous dites que le sang circule, que l'air pèse, que les rayons du soleil sont des faisceaux de sept rayons réfrangibles, vous n'êtes ni de la secte d'Harvey, ni de celle de Torricelli, ni de celle de Newton; vous acquiescez seulement à des vérités démontrées par eux, et l'univers entier sera à jamais de votre avis.

Voilà le caractère de la vérité; elle est de tous les temps; elle est pour tous les hommes; elle n'a qu'à se montrer pour qu'on la reconnaisse; on ne peut disputer contre elle. Longue dispute signifie : « Les deux partis ont tort. » ■

LA BELGIQUE : UN MOULE QUI N'A PAS LA FRITE... (SUITE)

ce qui lui donne les bases d'une formidable puissance industrielle et militaire...

Pendant cette période, les Hollandais commencent à vouloir néerlandiser les pays wallons : ce sera l'une des causes de la révolution de 1830.

Car en 1830, la Belgique se soulève. Notons que la bourgeoisie flamande est, elle aussi, francophone.

Premier souhait du peuple : redevenir Français. Premier veto britannique.

Solution de repli : au moins, avoir un prince français - un fils de Louis-Philippe. Second veto britannique...

L'Angleterre va chercher un prince de Saxe-Cobourg-Gotha, qui n'a rien à voir avec la choucroute, et qui ne parle qu'allemand...

Curieuse dynastie : et pourquoi pas Mamelouk-Chulalongkorn-Monomotapa ?...

Au fond, la vraie devise de la Belgique n'est pas « L'Union fait la Force » - démentie quotidiennement, car la Flandre, nation sans Etat en devenir, puise dans le romantisme allemand les traits d'un éveil, légitime par certains côtés, fort douteux par d'autres... - mais bien « faute de grives, on mange des merles »...

Mais les Wallons, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, vont se lancer, avec un succès extraordinaire, dans l'aventure industrielle. Le sous-sol est riche, les hommes sont entreprenants.

Et, du coup, la bourgeoisie locale devient anglophile, et cherche à légitimer l'existence du pays. C'est alors qu'est engagée l'extraordinaire entreprise idéologique de réécriture de l'Histoire, sous la direction de l'historien Henri Pirenne et de quelques autres, inventant au besoin des faux (la charte d'Albert de Cuyk) pour essayer de prouver que la Belgique avait préexisté de tous temps...

À coups de libertés communales (mais il existe aussi des beffrois gothiques à Douai, à Compiègne, à Dreux, à Orléans, à Aix-en-Provence...), à coups de références bourguignonnes (qui seront reprises, sur un mode douteux, par les « collaborateurs » des deux Guerres mondiales...)

Au moins le pays connaît-il une merveilleuse floraison, non seulement économique, mais aussi intellectuelle et artistique... en langue française. Citons simplement Émile Verhaeren, Maurice Maeterlinck... Tout cela est bien connu.

En 1914, Joffre est dans la situation d'un général en chef qui a déjà perdu une grande bataille... avant qu'un seul coup de fusil n'ait été tiré. Il est tout de même extraordinaire qu'aucun historien ne le remarque ! Si la Wallonie - car c'est la Wallonie qui est stratégique ; il faut savoir lire une carte... - avait été française alors, pas de plan Schlieffen ! Pas d'invasion allemande ! Toute l'armée française sur les Hautes Fagnes, couvrant les forts de Liège ! Pas de bataille calamiteuse de Charleroi ! Pas de bataille de la Marne - mais une bataille du Rhin.

Il aurait fallu à l'Allemagne, soit se mettre un adversaire supplémentaire sur les bras, la Hollande, et prêter facilement le flanc à une contre-attaque, avec des lignes démesurément étirées, et la barrière de l'Escaut... soit tâcher de forcer à travers la trouée d'Arlon - qu'il n'aurait pas été au-dessus des forces de militaires même moyennement doués de fortifier solidement.

Il n'est donc pas exagéré de dire - ce qui n'infirmes en rien le caractère extraordinairement sympathique de la très grande majorité des « Belges » - que l'existence même de la « Belgique » aura coûté à la France des centaines de milliers de morts dans les deux Guerres mondiales...

Aucun historien ne nous le dit...

Mais l'Angleterre savait ce qu'elle faisait. Simplement, préparant, elle aussi « la guerre d'avant », elle n'avait pas davantage vu venir la Prusse que, de nos jours, les États-Unis n'ont vu l'Iran derrière l'Irak....

Car le plus extraordinaire, dans tout cela, et le moins bien compris, est ceci : la « Belgique » du XIX^e siècle préfigure l'« Europe » des XX^e et XXI^e siècles !

Oui, si l'on veut, « la Belgique est le laboratoire de l'Europe ». Mais dans un sens tout différent de celui qu'on croit...

Reprenons : un assemblage, un collage, un bricolage de nations ou morceaux de nations diverses - assemblage, donc, impuissant par construction... et objectivement au service de la puissance anglo-saxonne dominante du moment. L'Angleterre au XIX^e siècle, les États-Unis aujourd'hui.

L'« Europe » d'aujourd'hui n'est qu'une grosse Belgique impuissante et paralysante. Étonnez-vous...

Reprenons le cours de l'Histoire. Déjà, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, le député Jules Destrée disait au roi Léopold II « Sire, il n'y a pas de Belges ».

Et au nord, la Flandre, jusqu'alors divisée en dialectes divers, prend conscience de son caractère de nation sans État, et demande à être administrée en néerlandais.

Au début des années 1930, l'université de Gand est néerlandisée, ce qui n'est que justice - mais, parallèlement, tout enseignement en français est interdit dans la ville, manifestation de revanche hargneuse et intolérance récurrente... qui vise à marginaliser les Francophones de Flandre, qualifiés de « Fransquillons » et progressivement privés de tous droits linguistiques, au mépris des principes démocratiques.

Après la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler, Léopold III dénonce l'alliance française. Après avoir envoyé un télégramme à l'occasion de l'anniversaire du Führer, il masse la moitié de son armée face à la frontière française...

En 1940, une grande partie des troupes flamandes déserte... quand elle ne tire pas dans le dos de ses « frères d'armes » wallons...

La collaboration, si elle compte les rexistes de Léon Degrelle en Wallonie, est nettement plus répandue en Flandre. Outre la chanson de Jacques Brel, on en trouvera l'écho dans le film de Delvaux, « Femme entre chien et loup ».

Les Allemands libèrent immédiatement les prisonniers flamands, et gardent les wallons jusqu'à la fin de la guerre, accentuant ainsi le déséquilibre démographique...

On connaît par ailleurs les projets de Roosevelt tendant à constituer un État tampon entre la France et l'Allemagne - prélevé uniquement sur la substance française, et regroupant l'Alsace-Lorraine, la Wallonie et le nord de la France...

En 1945, le Congrès national wallon, réuni à Liège, demande spontanément la réunion à la France... avant de se rallier, *in fine*, à une solution fédérale qui se révélera illusoire.

Lorsque Léopold III veut remonter sur le trône, la Wallonie tout entière s'insurge : c'est la fameuse « question royale ».

Les Wallons auront gain de cause. Ce sera la dernière fois.

Car la Flandre, usant et abusant d'une « majorité » automatique - car résultant du tracé des frontières - accapare les investissements, accentuant la crise qui se profile en Wallonie. Le port de Zeebrugge, l'aéroport de Zaventem, sont nationaux belges lorsqu'il s'agit de les payer, et nationaux flamands lorsqu'il s'agit d'en tirer profit...

Compte rendu du dîner-débat du 23 janvier 2008 en présence de M. Luc BEYER de RYKE, journaliste, député européen honoraire belge et auteur du livre

« LA BELGIQUE EN SURSIS¹ »

par Christine ALFARGE

“Ce qui se passe en Belgique, se passe ailleurs.”

Ce sont les premiers mots évoqués par Luc Beyer de Ryke, Flamand francophone né à Gand, qui à travers son livre *La Belgique en sursis* axé sur toutes les fractures des différentes communautés, veut nous faire connaître la situation de son pays, par un détour historique permettant d'expliquer les causes profondes des divergences linguistiques de la Belgique jusqu'à aujourd'hui.

Paradoxalement, notre proximité avec la Belgique ne nous permet pas de comprendre toutes les subtilités de son royaume. Que pouvons-nous dire sur sa situation, les Belges eux-mêmes étant empreint de doute sur la survie de leur pays après l'adoption d'une motion d'origine flamande prônant la scission de l'arrondissement central bilingue de Bruxelles et de ses environs. Ce vote n'a pas encore le pouvoir d'une loi, cependant la moitié des francophones y voient l'annonce d'une séparation. En Flandre, une personne sur deux envisage avec sérénité la disparition de la Belgique.

Les deux principales communautés linguistiques.

À part deux cantons germanophones, la Belgique se compose de deux grandes communautés linguistiques, les néerlandophones ou Flamands situés géographiquement dans la moitié nord du pays, la Flandre, ainsi qu'une petite partie à Bruxelles et les francophones qui vivent dans le sud du pays, la Wallonie dont une part représentative habite à Bruxelles.

L'histoire de la formation des territoires en Belgique.

À l'origine, la Belgique naît de la réunion des Pays-Bas autrichiens et de la principauté de Liège. Sous la 1^{re} République, les territoires seront rattachés à la France en 1795 et les structures de l'Ancien régime seront abolies. La création de l'État belge, en 1830 mettra en place un nouveau type d'administration dont la langue officielle sera le français.

Dès 1830, il existe une opposition marquée sur le plan linguistique.

La moitié des Flamands de Belgique ne se retrouvent pas dans l'utilisation de la langue officielle française. De surcroît, il existe un contraste linguistique tant sur le plan territorial que social. Les habitants des provinces du Nord parlent des dialectes proches du néerlandais alors que ceux du Sud s'expriment en wallon, en picard, en champenois en lorrain et bien sûr en français. On constate cependant que l'on parle très bien le français dans certains cercles en Flandre, c'est la langue des élites politiques et sociales. L'usage du français se répand chez tous ceux qui sont épris d'idées nouvelles et désireux de promotion sociale.

En 1840, début du nationalisme flamand pour imposer sa langue, le néerlandais.

Le combat du mouvement flamand portera sur la reconnaissance à l'égalité de droits entre le néerlandais et le français et l'affirmation de l'identité du peuple flamand face aux élites dont la pratique du français correspond à une forme de domination sociale. Le processus de la reconnaissance du néerlandais sera lent et il faudra attendre le suffrage universel en 1919 qui permettra à la majorité flamande forte en nombre, d'obtenir une majorité politique afin d'imposer ses revendications linguistiques.

Quels sont les points importants qui pèsent sur les enjeux actuels ?

Si l'on veut comprendre les enjeux actuels, il faut rappeler notamment le contentieux entre le mouvement flamand et les francophones ces derniers ne voulant pas entendre parler de problèmes linguistiques ainsi que de la domination qu'ils exerçaient, éprouvant le sentiment inverse que les Flamands en prônant l'égalité des droits voulaient parvenir à l'éradication de la langue française en Flandre et la contrôler à Bruxelles. La frontière linguistique et la pratique d'une seule langue sur tout le territoire flamand est devenue un phénomène irréversible en Flandre avec des conséquences inévitables sur le statut de Bruxelles.

Suite page 6

Académie du Gaullisme
22, rue Brézin,
75014 Paris

BULLETIN D'ADHÉSION 2008

à retourner à Jacques Dauer
18, rue Fouquet - 77920 Samois-sur-Seine
acadgaul@free.fr

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Date de naissance _____

Cotisation + de 25 ans : 12 € • - de 25 ans : 4 €

Couple : 16 € • Membre bienfaiteur : à partir de 75 €

Établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme

18 Juin
22, rue Brézin,
75014 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT 2008

à retourner à Jacques Dauer
18, rue Fouquet - 77920 Samois-sur-Seine
acadgaul@free.fr

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Courriel _____

Abonnement annuel au 18 Juin

(11 numéros) + de 25 ans : 23 € • - de 25 ans : 12 €

Établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme

Adhésion et abonnement simultanés : établir un seul chèque.

LA BELGIQUE EN SURSIS... (SUITE)

L'évolution de la situation linguistique à Bruxelles.

Déjà capitale sous les Pays-bas autrichiens, Bruxelles par sa situation géographique centrale le restera lors de la création du nouvel état belge en 1830, bien que la ville soit d'origine flamande, elle ne cessera de voir progresser le français symbole de réussite sociale et aussi par l'installation d'une population non négligeable venue de Wallonie. Aujourd'hui, on peut estimer que près de 90 % de la population bruxelloise pratique l'usage de la langue française, quant à la partie minoritaire les succès du nationalisme flamand ont notamment permis l'usage du bilinguisme français/néerlandais dans la vie administrative et également d'obtenir une représentation flamande de la vie publique.

Un fédéralisme belge controversé.

La principale caractéristique du fédéralisme belge est d'être construit sur une différenciation interne portant sur des divergences linguistiques profondes et répond à deux revendications importantes. D'une part, les Flamands désireux de mener une politique autonome en Flandre et à Bruxelles dans de nombreux secteurs liés à la vie associative, la culture, l'enseignement, d'autre part, les Wallons qui après avoir occupé une place dominante sur le plan industriel reprochent à la Flandre de vouloir mettre en place des politiques économiques qui la favorise. Ils revendiquent leur autonomie pour mener leur propre politique économique et sociale. Les particularités du fédéralisme belge.

Deux sortes d'entités fédérées existent en Belgique chacune étant répartie sur le territoire national et se partageant le pouvoir législatif avec l'autorité fédérale. Il y a d'un côté trois communautés, flamande, française et germanophone chargées de l'enseignement, la culture et la politique sociale, de l'autre trois régions, flamande, wallonne et bruxelloise chargées de l'économie, du logement et de

l'environnement. Cette complexité visant à satisfaire chaque partie, soulève cependant d'autres questions concernant notamment le statut de Bruxelles tant sur le plan géographique car la ville est située au sud de la Flandre que sur le plan démographique parce que Bruxelles et les communes qui l'entourent connaissent une forte concentration de francophones. C'est l'origine du combat du mouvement flamand qui obtiendra à partir de 1960 la limitation pour Bruxelles à dix neuf communes bilingues.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Selon Luc Beyer de Ryke « La Belgique risque de disparaître, mais nous ne sommes pas au bord de la guerre civile, il existe un problème d'hommes et de structures. Il n'y a pas de vue nationale et c'est à celui qui sera le plus Wallon ou le plus Flamand ». Quoiqu'il en soit, Wallons et Flamands sont condamnés à s'entendre, car toute évolution institutionnelle doit avoir l'accord des deux grandes communautés. Mais le scénario de la rupture ne peut être exclu puisque certains milieux le souhaitent.

Lors d'un entretien le 10 novembre 1965 avec Alain Peyrefitte, le Général de Gaulle déclarait au sujet de la Belgique : « Des Wallons m'avaient déjà demandé de les annexer à la fin de la guerre. Je n'ai pas voulu donner suite à leur démarche. En 45, il fallait respecter les frontières que nous a léguées l'Histoire, sauf les frontières des pays vaincus. C'est ce qui a été fait. La Belgique, il ne faut pas y toucher. Mais que les Wallons s'organisent pour défendre leur langue et leur culture, pour éviter que les Flamands ne leur marchent sur les pieds, nous n'y voyons aucune espèce d'inconvénient... Ou alors il faudrait que les Flamands rendent la vie impossible aux Wallons et qu'alors les Wallons se jettent dans nos bras. Mais nous n'avons surtout pas à bouger. Ce serait trop facile de nous accuser de vouloir nous arrondir aux dépens de la Belgique. » ■

1. Luc Beyer de Ryke : *La Belgique en sursis*. François-Xavier de Guibert, 192 pages, 15€.

UNE LOI DE CAPITULATION

par Étienne TARRIDE

AU-DELÀ de son caractère juridiquement inadmissible quoiqu'en ait dit le Conseil Constitutionnel, et de son impossible retroactivité, la loi relative à la rétention votée par le Parlement français constitue une capitulation.

Vouloir maintenir en détention au-delà de quinze ans certains condamnés montre que le Gouvernement a totalement renoncé à toute action pédagogique, psychologique ou psychiatrique pendant l'exécution de la peine prononcée. Chacun sait ou devrait savoir que les criminels récidivistes sont toujours des gens frustes qui n'ont jamais reçu une formation quelconque ou des criminels sexuels anormaux mentaux qu'il est parfaitement possible de soigner utilement sur une durée de quinze ans. Si quelqu'un ne le croit pas, il lui suffit de lire dans la presse les recensements effectués par la chancellerie à l'occasion du vote de cette loi pour s'en convaincre.

On rappellera à ce sujet que les mesures de placement d'office en hôpital psychiatrique des individus mentalement atteints et qui constituent un danger est parfaitement possible avant tout délit ou tout crime, et que de ce point de vue, la loi sur la rétention ne change rien.

La loi sur la rétention montre simplement que le Président de la République et son Gouvernement ont renoncé à la modernisation du système pénitentiaire français, l'un des plus déplorables du monde civilisé, avec, peut-être, le système américain. Cette renonciation est une capitulation dont les victimes, des récidivistes, subiront les conséquences. Les victimes des voleurs récidivistes, des auteurs récidivistes de petites violences, des auteurs récidivistes d'imprudences ou d'imprévoyances à fortes conséquences, d'alcooliques au volant, bref de tout un tas de délinquants ou même de criminels qui ne récidiveraient jamais s'ils étaient pris en mains dès la première faute par un système pénitentiaire convenable.

La loi de rétention est un mouvement de menton politiquement habile et démagogique qui dissimule un renoncement pur et simple. C'est une abdication.

Quiconque se préoccupe légitimement des droits de victimes devrait réfléchir à ce que ce texte signifie vraiment avant d'applaudir aux roulages de mécaniques dont nous sommes aujourd'hui abreuvés. ■

Le 22 février 2008

DÉCLARATION DE JACQUES DAUER,

président de l'Académie du Gaullisme

CONJOINTEMENT avec « ses alliés » américains, anglais et allemands, la France vient de reconnaître l'État kosovar, c'est-à-dire la Grande Albanie. Devant cette trahison, les Serbes ont raison de se révolter, car le Kosovo, c'est pour eux ce que l'Auvergne est pour nous. Depuis leur défaite au Kosovo devant les Turcs en 1389, jamais ils n'acceptèrent le joug turc, mais il leur faudra aux Serbes cinq cents ans pour reconquérir leur indépendance en 1846.

L'Autriche-Hongrie ne se résigna jamais à ce que la Serbie, alliée de la France, ne rejoigne pas l'Empire, et l'Allemagne à ce qu'elle puisse lui tenir tête lors de la Grande Guerre et encore moins lors la Seconde. De plus, il fut inacceptable pour les Allemands que la Serbie non seulement ne soit pas antisémite comme ses voisins mais qu'elle les héberge, qu'elle les protège.

Que l'Allemagne ait une longue mémoire, soit, mais ce que nous n'acceptons pas, c'est le manque de mémoire de la France envers son alliée et son amie, la Serbie. Qu'un minable *gauleiter* français ait fait entrer, durant sa mandature onusienne au Kosovo, des milliers d'Albanais et que la France pour complaire

aux États-Unis, à l'Allemagne et à la Turquie, ait accepté une telle forfaiture est inadmissible. On en voit les conséquences aujourd'hui et notamment les risques qu'elle entraîne pour l'Europe tout entière où les menaces séparatistes se multiplient. La France sera en première ligne.

Au moment où l'on inaugure aux Invalides un mémorial au Général de Gaulle, il convient de rappeler en quelle estime il tenait le grand résistant serbe que fut le général Mihajlovic, cité par lui à l'Ordre de l'Armée des FFL en février 1943 ; de rappeler aussi comment il fut « lâché » par les Alliés, Churchill en tête, malgré tout les services rendus à leur cause et comment il finit fusillé en juillet 1946 par ordre de Tito, après une parodie de jugement. Jamais le Général de Gaulle ne reniera ses sentiments d'estime pour le grand patriote serbe et il refusera toujours de se rendre en Yougoslavie, Tito au pouvoir.

Puissent nos dirigeants qui se réclament tant du gaullisme se souvenir de cet exemple de fidélité pour cesser de se comporter de la façon aussi indécente, arrogante et exhibitionniste qui les caractérise aujourd'hui. ■

LA BELGIQUE : UN MOULE QUI N'A PAS LA FRITE... (SUITE)

Mais les Wallons, dans leur grande majorité, restent encore attachés - pour combien de temps ? - à une Belgique qu'ils ont longtemps considéré comme leur pays... mais qui ne l'est plus vraiment...

Depuis M. Leburton, aucun Premier ministre n'a été Wallon...

Et les Français, de leur côté, sous-informés, n'ont pas vu le passage de la Belgique à la België-Belgique, puis à la Belgium - dont la diplomatie s'exprime en anglais...

Ils n'ont d'ailleurs jamais bien compris la nature d'un pays longtemps gouverné en français, mais contre la France - car toujours obligé de justifier de sa « non francité », réelle ou supposée.

Au fond, dans l'Histoire, la Belgique n'aura jamais été un principal, mais un accessoire, défini par rapport à la France.

Le déséquilibre économique actuel entre les deux parties du pays résulte de causes bien connues, mais auxquelles le régime belge est incapable de s'attaquer.

La Flandre refuse la solidarité élémentaire que constitue la Sécurité Sociale - ce qui suffit à démontrer qu'il y a en Belgique, non pas une, mais deux nations...

Et la Flandre se barricade derrière des frontières linguistiques depuis 1963 - frontières qui enferment Bruxelles dans un carcan, au mépris des réalités humaines, et linguistiques, d'une agglomération à plus de 85 % francophone.

Face à une Flandre qui sait ce qu'elle veut, la Wallonie peine à trouver une stratégie. Les Wallons semblent atteints d'une sorte de « syndrome de Stockholm » collectif. Le réveil sera rude. Il n'a pas encore commencé pour tout le monde.

Face à cette situation, que peut la France ?

La menace militaire n'est plus aussi directe. Cependant, il n'est pas difficile d'imaginer qu'une Wallonie plombée par la dette, incapable de satisfaire aux critères de Maëstricht, serait la proie de l'Empire : base américaine étendue, en échange de la reprise de la dette par un panier de banques, par exemple...

De Gaulle avait fort bien vu la situation. La France ne peut, ni ne veut, annexer une population contre son gré, évidemment. Mais cette situation de l'opinion wallonne peut évoluer assez vite. Lors des grandes crises, des guerres, des grèves des années 1960, on a vu surgir des drapeaux bleu-blanc-rouge, entendu *La Marseillaise*...

La Wallonie est aujourd'hui otage de la Flandre, mais peut-être plus pour longtemps.

Il revient simplement à notre pays de faire savoir, discrètement mais clairement, qu'il respectera le voeu des populations, mais qu'il accueillera les Wallons, s'ils le désirent, au sein de la République.

Cette réunion aiderait à corriger le déséquilibre entre la France et l'Allemagne, et donnerait enfin à notre pays la plénitude des avantages de sa situation géopolitique. Elle ferait cesser le chantage implicite (diplomatie à la remorque des Anglo-Saxons) qu'implique ce qui n'aura été qu'une longue prise d'otages d'une partie de la famille.

L'éclatement de la Belgique est aujourd'hui probable. Mais quelle que soit la solution adoptée - même provisoirement - le partage doit se faire en suivant le voeu des populations, et non suivant une frontière administrative imposée par la Flandre dans les années 1960. C'est également le sens de la mission du Conseil de l'Europe, qui avait conclu que les droits de l'homme n'étaient pas respectés dans la périphérie bruxelloise... On rétablirait ainsi une continuité territoriale entre Bruxelles et la Wallonie, si, comme il est probable, les communes dites « à facilités » demandent à intégrer la région de Bruxelles.

La réunion de la Wallonie à la France, qui serait l'aboutissement de toute notre Histoire, et la réparation d'une injustice, apparaîtrait vite aussi naturelle que la réunification de l'Allemagne. Elle tournerait davantage la France vers les débouchés de l'Europe du nord. Elle aiderait à redonner aux Français confiance dans le destin de leur pays. ■

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE L'ACADÉMIE DU GAULLISME

MARDI 29 AVRIL 2008 – 17 h 00

dans les salons de la *Fondation des Français Libres*, 59, rue Vergniaud, 75013 Paris

ORDRE DU JOUR

- 1° Rapport d'activité du conseil d'administration à l'A.G. pour l'année écoulée, par Christine Alfarge, secrétaire générale.
Vote pour quitus.
- 2° Rapport financier du conseil d'administration à l'A.G. pour l'année écoulée et état général des comptes, par Pierre Lombard, trésorier.
Vote pour quitus.
- 3° Discours du président Jacques Dauer.
- 4° Élection des membres du conseil d'administration pour une durée de trois ans (2008-2011).
- 5° Élection par les membres du nouveau conseil d'administration des membres du bureau.
- 4° Questions diverses.
- 5° Débat.

POUVOIR* **CANDIDAT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION****

Je soussigné(e) NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

donne pouvoir à M(me) NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

de me représenter à l'A.G. de l'Académie du Gaullisme et de voter en mes lieu et place.

*À retourner, soit par courriel : acadgaul1@free.fr, soit par télécopie : 01.43.53.09.66, soit par voie postale : Jacques Dauer, « Le Haut-Val », 18, rue Fouquet, 77920 Samois-sur-Seine.

** Les membres de notre association à **jour de leur cotisation**, désireux de présenter leur candidature pour devenir membre du conseil d'administration doivent envoyer, **au plus tard le 20 avril**, ce bulletin à l'adresse indiquée ci-dessus.

LES DÎNERS-DÉBATS DE L'ACADÉMIE DU GAULLISME

organisés à partir de 19 h 30 dans les salons de la *Fondation des Français Libres*, 59, rue Vergniaud, 75013 Paris

112^e DÎNER-DÉBAT MARDI 29 AVRIL 2008

animé par Jacques DAUER, président de l'Académie du Gaullisme

et présidé par **Andreï GRATCHEV**, *politologue, journaliste, écrivain, ancien porte-parole de Mickaïl Gorbatchev.*

Thème : LA RUSSIE ENTRE L'EST ET L'OUEST

Je souhaite participer au dîner-débats suivants 112^e (29 avril 2008)

Nom : Prénom :

Adresse :

Nombre de couverts : 112^ecouverts

@ :

Prix du repas : adhérent 39 € ; non-adhérents 43 € ; moins de vingt-cinq ans 27 €.

Bulletin à retourner à :

Jacques Dauer, 18, rue Fouquet, 77920 Samois-sur-Seine accompagné de votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme (☎ 01.64.24.65.98).